

Eau vs pétrole en Gaspésie

Rita Gagné

Numéro 765, juin 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69296ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gagné, R. (2013). Eau vs pétrole en Gaspésie. *Relations*, (765), 5–6.



gères, répondit à un journaliste qui lui demandait quelle distinction elle faisait entre la politique étrangère et commerciale du Canada et l'aide au développement: «Je n'en fais pas.»

On est ainsi en droit de se demander si la défense de la liberté religieuse, devenue partie intégrante de la politique étrangère du gouvernement Harper, ne viserait pas plutôt l'intérêt économique et politique du Canada. Le nouveau Bureau refusera-t-il alors

de critiquer l'oppression de minorités religieuses en Chine et en Arabie saoudite, étant donné que ces pays sont d'importants partenaires commerciaux du Canada?

On peut aussi se demander si certains aspects de la politique étrangère du gouvernement conservateur n'ont pas pour but de s'attirer les votes de certains groupes. L'appui sans réserve du Parti conservateur à l'État d'Israël, indifférent aux droits humains des Palestiniens, a persuadé en effet un

pourcentage considérable de juifs de voter pour lui. Le Bureau de la liberté religieuse ne tenterait-il pas de créer le même effet du côté de certains groupes évangéliques ou de communautés d'immigrants qui ont expérimenté la discrimination religieuse dans leur pays d'origine?

L'ambiguïté des visées du Bureau de la liberté religieuse nous force à suivre de près l'activité de ce nouvel organisme gouvernemental. ●

Eau vs pétrole en Gaspésie

La menace que fait peser Pétrolia sur l'eau mobilise des citoyens et les élus municipaux de Gaspé.

RITA GAGNÉ

On connaît depuis longtemps le potentiel pétrolier de la Gaspésie. Ces dernières années, des compagnies investissent pour relancer l'exploration et l'exploitation de gisements dans la région. L'un de ces gisements, exploité par la compagnie Pétrolia, est situé près du secteur habité de Haldimand, dans le grand Gaspé, ce qui inquiète vivement les résidents. Le comité de citoyens Ensemble pour l'avenir durable du grand Gaspé s'est ainsi formé, en 2012. Une de ses premières actions a été de présenter une pétition à l'Assemblée nationale du Québec demandant un moratoire permanent sur la fracturation hydraulique.

En décembre 2012, la Ville de Gaspé s'est dotée d'une réglementation pour mieux protéger les sources d'eau potable à l'intérieur de ses limites territoriales, n'ayant pas obtenu les garanties suffisantes de Pétrolia à cet effet. Une bonne partie de la population a appuyé cette décision. D'autres villes ont depuis adopté un règlement similaire.

Mus par un sentiment de prudence et de responsabilité, les citoyens qui s'opposent à l'exploitation des gisements veulent s'assurer qu'aucune fracturation hydraulique ne polluera les eaux potables, ni celles des rivières et de la baie. Ils demandent que la non-nocivité des matières utilisées pour extraire le pétrole soit garantie et qu'un dédommagement suffisant soit prévu en cas d'accident écologique; ils veulent aussi pouvoir compter sur des redevances et des emplois significatifs pour la région.

La compagnie Pétrolia a menacé quant à elle de recourir aux tribunaux pour défendre ce qu'elle considère être des droits acquis en vertu de la *Loi sur les mines* – complètement anachronique. Le gouvernement a certes promis une nouvelle loi, mais elle tarde à venir et les attentes sont énormes. Chose certaine, de nombreux citoyens au Québec ne veulent pas d'une société régie par les seules lois du commerce sans égard pour la qualité de vie de la population.

Certes, d'autres personnes, au nom de la création d'emploi et du déve-

loppement économique de la région, ont choisi de signifier leur appui à la compagnie pétrolière. Deux types de solidarités se manifestent dans la région: l'une en faveur de la protection de l'eau potable et l'autre en faveur de l'exploitation du pétrole. Mais pourquoi faudrait-il choisir entre l'or bleu et l'or noir? Ces deux symboles indiquent la vraie lutte à mener: celle qui consiste à conjuguer, avec équilibre, les valeurs humaines et l'économie, à inventer ensemble des alternatives pour assurer les besoins en énergie dans le respect de l'écologie, de l'eau notamment. Des forums se tiennent actuellement, réunissant des gens de tous les horizons en vue d'arrimer les deux solidarités.

La lutte des citoyens qui s'opposent aux pétrolières est amplifiée par un haut taux de chômage et un nombre élevé de prestataires d'allocations sociales dans la région. Ça crève les yeux et le cœur. Que de richesses est-on venu exploiter ici... pour ne laisser que des fermetures d'usines! Après les richesses de la mer, des montagnes et du vent, on convoite maintenant celles du sous-sol.

L'enjeu majeur est donc de pouvoir échanger sur les visions d'avenir et les

L'auteure est membre
du comité citoyen
Ensemble pour
l'avenir durable
du grand Gaspé



expertises sur le développement, et d'encourager les initiatives locales. Tant d'efforts ont été déployés jusqu'à présent pour le développement économique et entrepreneurial de la région. Pensons aux éoliennes, qui font désormais partie du paysage! Aux investissements pour les deuxième et troisième transformations des ressources, ainsi qu'aux coopératives.

Actuellement, 85% du territoire est exploitable; est-ce trop demander de protéger les 15% qui restent, occupés par des personnes qui y tiennent comme à la prunelle de leurs yeux? D'autant plus que d'autres gisements de pétrole existent ailleurs qu'à proximité des gens qui ont déjà creusé leur puits et bâti leur nid.

Aussi longtemps qu'il s'agira d'évaluer culturellement, socialement et

économiquement en conservant l'intégralité et la beauté de notre territoire, et le bonheur que nous avons à y vivre, nous opterons pour l'eau avant le pétrole. Nous pouvons vivre sans pétrole mais pas sans eau. Notre espérance, c'est qu'une solidarité se tisse entre tous ceux et toutes celles qui ont à cœur la Gaspésie. ●

Le droit au logement mis à mal

Le rapport de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement révèle l'ampleur insoupçonnée de la crise du logement au Québec.

FRANÇOIS SAILLANT

L'auteur est coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Bobby Snowball, président de l'Association des aînés du Nunavik.
Photo: Priscilla Bittar

Urgence en la demeure. Le titre du rapport de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement, rendu public le 20 mars, en dit long sur les observations et les recommandations faites à la suite d'une vaste tournée de consultation menée à l'automne 2012, à l'initiative du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

C'est un portrait troublant de la situation de l'habitation qui est dressé

dans ce texte rédigé, en toute indépendance, par 14 experts de différents milieux (universitaires, juristes, personnes impliquées dans les milieux syndicaux, féministes ou communautaires). Cela les amène à affirmer d'emblée: «La Commission a acquis la certitude qu'au Québec, il y a une crise du logement. Cette crise est un miroir frappant de l'importance de la fracture sociale qui s'aggrave au Québec. Au-delà des faits, des chiffres et des statistiques qui nous ont été soumis, les commissaires ont entendu des témoignages bouleversants qui, par moment, les ont menés à se demander comment la société québécoise, parmi les plus riches au monde, pouvait tolérer de telles situations.»

De véritables cris du cœur ont été lancés tout au long de la tournée qui a mené les commissaires dans 19 villes des 17 régions administratives du Québec. Afin de bien montrer l'importance accordée aux conditions scandaleuses de surpeuplement et de délabrement

des logements chez les peuples autochtones, le FRAPRU avait choisi de débiter les audiences à Kuujuaq, dans le territoire inuit du Nunavik, et de les terminer dans la communauté anishnabe de Lac-Simon, en Abitibi. Au total, la Commission aura entendu les témoignages de 151 personnes directement affectées par les problèmes de logement et d'itinérance, ainsi que des représentants de 200 groupes qui sont en contact quotidien avec ces problèmes.

Lors du dévoilement du rapport, une commissaire, Lucie Lamarche, professeure de droit à l'Université d'Ottawa, a témoigné en ces termes de tout ce qu'elle avait entendu: «Nous avons été consternés par la nature de certains témoignages que nous avons recueillis. Dans certaines régions, la crise du logement est telle que des gens se retrouvent sans domicile fixe, passant d'un ami à un parent, avant de finir par vivre dans leur voiture. Souvent, ces graves pénuries sont causées par des dynamiques économiques régionales, ici le tourisme, là l'extraction des ressources: jamais on ne semble avoir prévu de stratégies pour contrer leurs effets pervers sur le logement. Plus

